

LE TRÈS HAUT DÉBIT, un réseau à très haut crédit

La région hérite d'un dossier explosif

Le voilà bien emberlificoté avec le plan numérique Très Haut Débit ! Laurent Wauquiez hérite du dossier et ne sait pas par quel bout le prendre. Il aurait bien voulu le confier à Juliette Jarry, vice-présidente régionale chargée des « infrastructures de l'économie et des usages numériques », mais elle n'y connaît pas grand chose non plus. Son truc à elle, c'est l'entreprise. Ou alors Sophie Rognon, directrice du développement numérique à la Région, elle sait de quoi elle parle, c'est une ancienne de chez Orange. Mais bizarrement, elle préfère faire répondre par quelqu'un d'autre. De quoi s'agit-il ? Le Plan France Très Haut Débit lancé par François Hollande en février 2013 prévoyait de booster le THD en France en installant des liaisons internet puissantes dans tout le pays. À cette époque Free et SFR étaient déjà capables de proposer des débits jusqu'à 1 Gigabit en réception et jusqu'à 200 Mégabits en émission. Contre 30 Mégabits pour les liaisons actuelles (ADSL). Le secret : la fibre optique bien sûr. À la clef, il s'agissait d'améliorer les échanges de données, surtout pour les entreprises, de développer les activités à distance, le télétravail, de remailler le territoire en permettant à des initiatives de se développer en zones rurales. À conditions que le réseau soit étendu équitablement. Le plan devait y parvenir d'ici 2022, avec un budget d'investissement de 20 milliards d'euros et des retombées attendues qui font rêver : + 0,75 point de PIB, 100 000 emplois à la clef. Parmi les acteurs, d'un côté les opérateurs du réseau : Orange, SFR, Bouygues et leurs cache-sexes. De l'autre : les communes, regroupements de communes, départements, agglomérations, un peu la région, bref : beaucoup le bazar. Et ce qu'on pouvait attendre s'est produit : le résultat montre un développement de

la fibre optique anarchique, des secteurs absolument pas couverts, les opérateurs se ruant sur les zones les plus rentables et délaissant les territoires éloignés, des montages juridiques d'équilibristes et des coûts de mise en place difficilement explicables. En Auvergne par exemple, avant le rattachement, on a opté pour un partenariat public-privé avec Orange. Les problèmes semblent se multiplier : un surcoût que certains estiment à près de 200 millions, un tarif de location du réseau surévalué de 35 à 50 % et un verrouillage qui permettrait à l'opérateur Orange d'empêcher ses concurrents de passer. Or, c'est complètement contraire aux dispositions de l'ARCEP, l'autorité de régulation des communications, les réseaux doivent être ouverts à la concurrence. Si au moins ça marchait. Mais les remontés de terrain montrent qu'on est loin des débits attendus, loin des 1 et même 10 Gigabits promis. Plus étrange encore, il semble qu'Orange ne se soit pas contenté d'installer le réseau, c'est aussi lui qui a joué le rôle de banque du projet en avançant l'argent. La Région aurait tout intérêt à fourrer son nez dans le dossier, d'autant qu'il y a des subventions en cours et que les concurrents mécontents pourraient bien attaquer en justice. Mais l'affaire est déli-

ça avance
ou bien ? ...

- vous avez demandé
le très haut débit...
ne quittez pas !



cate le président de la Haute-Loire Jean-Pierre Marcon et le président du Cantal Vincent Descoeur sont des amis LR. En Savoie on bondit d'étonnement en étonnement. D'abord par le temps qu'il a fallu pour mettre en place la délégation de service public : sept ans. Ensuite par le coût de l'opération. Bien sûr, c'est un territoire montagneux avec de grandes difficultés d'accès et des communes éloignées

situées en zone rurale. Exactement comme en Isère. Et bien justement, on ne s'explique pas trop pourquoi le coût d'installation de la prise de raccordement est de 1 477 euros en Savoie contre 800 euros seulement en Isère. Des associations comme Anticor s'interrogent sur les circuits financiers qui ont abouti à cette méganote et sur la légalité de la délégation de service public. L'opérateur en cause est Axione, un cache-sexe de Bouygues. Là encore, on aurait intérêt à examiner de près le dossier. En marchant sur des œufs. Le président de la Savoie n'est autre qu'Hervé Gaymard, un ami. Raison de plus d'être prudent : Madame Gaymard Claire est administratrice de Bouygues, ce qui ne veut pas dire qu'elle y connaisse quelque chose non plus.

La Région est sur le coup. Officiellement elle lance une étude pour mieux comprendre ce qui se passe. Pas « un audit », juste une étude. Ensuite on verra. « Ensuite » ce sera de toutes façons après les élections. Et il faudra bien que ça se fasse. Car dans quelques années le réseau co-axial (les câbles en cuivre) va disparaître. Les nouveaux usages d'internet sont gourmands en débit et les territoires qui ne sont pas raccordés à la fibre vont se retrouver dans le noir. Étienne Blanc est alerté sur le caractère explosif du problème, Juliette Jarry aussi. Mais

ils n'ont pas encore trouvé le temps de consulter ceux qui auraient pu les aider à y comprendre quelque chose comme RÉZOPOLE, le gestionnaire de LyonIX, une sorte de « ring » lyonnais qui permet à des opérateurs professionnels de se raccorder au très haut débit dans la métropole.

Pierre Gandonnière